

Refondation de l'Ecole de la République François Hollande à la Sorbonne

Belle ambition que de redonner à l'Ecole la place que lui a réservée la République.

L'instruction, l'éducation, la formation de toute la jeunesse vivant sur le territoire national pour donner des hommes libres, c'est-à-dire des citoyens, à la République : c'est de cela qu'il s'agit.

Qu'un Président de la République qui a annoncé dans son programme qu'il donnait la priorité à la jeunesse se préoccupe de l'Ecole où elle se formera, quoi de plus logique ?

Cependant, l'affaire ne s'est pas engagée du bon pied : question de mots.

Le sens des mots

Alors qu'on espérait un vrai « débat », à la veille des dernières vacances, Vincent PEILLON a adressé une lettre aux personnels de l'Education Nationale qui, au lieu d'engager le « débat », c'est-à-dire une confrontation entre propositions pour sortir l'Ecole Publique de la morosité dans laquelle elle est plongée, afin d'en dégager celles qui seraient le plus à même de renouer le lien du pacte républicain entre l'Ecole et l'Etat, s'en tenait à la « concertation ».

Autant dire au listage de ce qui fait consensus ...

D'aucuns, au sein même du comité de pilotage, se sont laissé aller à parler de « rénovation pédagogique » ..., c'est-à-dire un simple *lifting* pour donner meilleure allure à l'Ecole laïque.

On n'est pas arrivé au toilettage, au coup de peigne ; mais il s'en est fallu de peu !

Le SNCA e.i.L. Convergence avait déjà fait remarquer que, lorsque l'éminence grise du ministère de l'Education Nationale est Pierre-Yves DUWOYE, un homme peu rigoureux sur les principes républicains, et la vedette du comité de pilotage de la « concertation », Christian FORESTIER, ennemi juré de l'enseignement pro et farouche partisan du collègue unique, son bébé chéri, ce qui en dit long sur son esprit novateur (le collègue unique a 30 ans d'âge ...), tous les désespoirs étaient permis. A l'arrivée, même si le Président a pris soin de préciser que la concertation continuait, le SNCA e.i.L. Convergence constate que les actuels travers élitistes de l'Education Nationale ne sont pas à la veille de disparaître.

Non que le SNCA e.i.L. Convergence soit hostile à la constitution d'élites républicaines au fil des générations ; mais pas à leur reproduction ni à leur reconduction.

De même qu'il n'est pas hostile à la reconnaissance du mérite républicain, bien au contraire ; mais s'il n'est attribué et reconnu que pour assurer la reproduction et la reconduction des ci-dessus et soi disant élites, alors il dit non !

Or, le rapport sorti de la « concertation » pas plus que le discours présidentiel qui annonce une nouvelle loi d'orientation, ne donnent à penser que les remèdes préconisés guériront le malaise : ils conforteront plutôt ceux qui se portent bien sans soulager ceux qui se portent mal, le plus grand nombre des élèves et des personnels.

Ecole primaire et collègue

Donc, le 9 octobre 2012, le Président de la République est venu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, écouter d'abord quelles étaient les grandes lignes du rapport de la concertation « Refondons l'école de la République » pour, ensuite, prononcer un discours sur sa vision de la politique éducative à suivre.

Le Président a insisté sur sa priorité des priorités : l'école primaire, c'est-à-dire la maternelle et l'école élémentaire. Plus de maîtres que de classes, vieille antienne du SE, le syndicat socialiste d'instits devenus professeurs des écoles, mais aussi du SNUIPP-FSU fondé contre le SE et en réplique, il y a 20 ans. Problèmes pluriels :

- Le SNUIPP taille des croupières au SE en termes électoraux

- Les « plus de maîtres » sont recrutés au même niveau d'études que les autres profs des écoles ; mais ils ne reçoivent pas le même traitement au sens de salaire ...

La priorité des priorités donnée au primaire ne va pas faire que des heureux chez les socialistes.

Le Président a aussi insisté sur le fait que le socle commun de connaissances et de compétences devait être parmi les objectifs maintenus ; pour le SNCA e.i.L. Convergence qui a toujours dit que ce socle commun était une exigence de la Nation, rien à redire. Sauf que le Président, en même temps qu'il enterrait le livret individuel mesurant les niveaux d'acquisition de ce socle commun, ce qui en réjouira plus d'un, n'a pas fixé au seul cycle primaire l'acquisition de ce socle ; il ne l'a pas davantage dilaté sur tout le collège comme c'est le cas aujourd'hui... Homme de parti, homme de synthèse, il a coupé la poire en plusieurs morceaux. Le collège unique ne disparaît pas – FORESTIER est content – mais, comme un saucisson, il est coupé en tranches – FORESTIER avale son chapeau - ; la sixième et la cinquième prolongent l'acquisition du socle commun du primaire ; l'autre tranche, quatrième, troisième, sorte de petit lycée, prépare au grand.

Comme dit un des amis du SNCA e.i.L. Convergence : quelle bonne idée ! ... ç'aurait été, il y a trente ans. Mais maintenant, c'est trop tard !

Le Président a été très clair : pour le primaire, pas de notation, pas de redoublement, pas de travail à la maison ... Alors que c'est à ce niveau que doivent se préparer les remédiations aux injustices sociales, il cède aux sirènes du *lobby* des parents d'élèves qui ont à la maison ce qu'il faut pour que leurs enfants demeurent l'élite du pays.

L'enfant est au cœur de la refondation du système scolaire. Mais pas tous les enfants.

Et la République ? Elle reste à l'Ecole, y fait ses devoirs et n'en sort surtout pas pour faire la leçon au dehors.

Le second cycle secondaire

Dans la mesure où est en cours une réforme du lycée d'enseignement général et technologique, initiée par le précédent pouvoir et cautionnée par l'autorité morale quoique posthume de Richard DESCOINGS (qui n'a d'ailleurs été mentionné par personne), le destin du lycée est sans doute en devenir dans la poursuite de la concertation. Comme celui du baccalauréat d'ailleurs dont les pilotes et les animateurs de la concertation ont avoué que s'ils en avaient parlé d'abondance, ils ne lui avaient réservé aucun sort particulier.

Mais bien qu'il n'ait été fait état plus que cela du lycée professionnel, l'enseignement et la formation professionnels ont été largement abordés, sans que soit bien marquée la différence entre ces deux notions :

1. parce que c'est de là que sortiront les talents et les savoir-faire concrets qui permettront de sortir de cette foutue crise ;
2. parce que les Régions ne demandent qu'à s'en occuper ;
3. parce que, bien qu'on s'en défende, le bassin d'emploi, cette irréalité économique et sociale, a la vie dure.

Il est donc urgent de mettre en place des structures de pré-professionnalisation ; bien entendu, les emblèmes de ce type ayant été foison sans être jamais probants, il n'était pas à l'ordre du jour de prévoir que le prochain serait plus efficace que les précédents. Ni de le démontrer !

Le couplet sur la poursuite d'études post bac pro qu'il faut amplifier n'a pas été oublié ; mais comme le refrain est qu'il n'y a pas d'argent ... le couplet sur la manière dont il faut s'y prendre pour permettre cette amplification n'a pas été chanté.

Plus de personnels, plus d'Ecole

Le recrutement des profs et des autres personnels, y compris ceux destinés à accompagner les élèves handicapés, à raison de 12 000 emplois annuels (ce qui n'est pas la même chose que postes ... La précarité de nombreux personnels de l'Education Nationale a d'ailleurs été passée sous silence) a été confirmé par le Président. Il a aussi beaucoup insisté sur la nécessité de professionnaliser la formation des maîtres et sur celle de leur formation continue. Puis avec audace, il a évoqué la possibilité du pré-recrutement de jeunes professeurs ... Comme il avait pris la précaution de dire auparavant que l'amélioration ne se manifestait pas que par le quantitatif et que le qualitatif y avait sa part, il a été discret sur le financement de ce pré-recrutement, tout comme il a été très discret sur la revalorisation des traitements des personnels, même s'il a admis que le sentiment de déclassement était source de mal être pour beaucoup d'entre eux.

Toujours la foutue crise qui prive l'Etat de ressources !

Le Président n'a pas non plus esquivé la question des rythmes scolaires, celle de l'allongement de la semaine des petits écoliers et la scansion annuelle des congés. Mais cette question reste ouverte puisque la concertation se poursuit.

Bien entendu, plus d'école pour tous signifie que la lutte contre le décrochage scolaire et les démarches de prévention pour le limiter ne sont pas abandonnées. Toutefois, pas plus que pour le lycée d'enseignement général et technologique, il n'a mentionné le travail fait précédemment soit pour le critiquer, soit pour s'inscrire dans sa continuité.

Il va de soi que l'Ecole de la République est laïque ; aussi le Président n'a pas jugé bon de dire à son auditoire de ministres, de conseillers ministériels, de recteurs, d'inspecteurs, de syndicalistes, de profs, de parents d'élèves (au fait, jour de classe oblige, il n'y avait aucune représentation de la jeunesse studieuse dans la salle) ce qu'il entendait par la Laïcité de l'Ecole. De même s'il a prôné l'enseignement de la morale laïque pour apaiser le climat de certains établissements, il n'a pas fait un sort particulier à la violence qui s'y exerce souvent ne la considérant d'ailleurs ni comme un épiphénomène, ni comme un problème gravissime. Il a préféré comme l'y invitait le rapport à encourager l'usage du numérique dans l'Ecole de la République.

Un discours impressionniste, Monsieur le Président !

Pour une « école impressionniste » ? Est-ce bien l'époque ?

Ce n'est pas parce que l'on cite les grands ancêtres, CONDORCET ou Jules FERRY, qu'on les égale.

Nous en resterons là, pour cette fois.